

2015 - ZOOM SUR LA SANTE FINANCIERE DE 2 500 ETI

Evolutions 2008-2014



OBSERVATOIRE ATH
de l'information financière

ATH publie, dans le cadre de son Observatoire de l'information financière, une analyse de l'évolution financière de 2 500 ETI (soit plus de la moitié de la population des ETI en France) sur la période 2008 à 2014. Cette étude complète l'analyse faite par ATH sur la santé financière de 15 000 PME

Les principaux constats

Activité

Les 2 500 ETI du panel font apparaître un niveau d'activité qui a progressé de 12,5 % sur la période de 2008 à 2014 avec un chiffre d'affaires moyen de 171,3 M€. Cette augmentation couvre l'inflation qui ressort à 10,3 % sur la période.

Export

60 % des entreprises exportent en 2014, soit 8,3 % de plus qu'en 2008 avec un taux de 31,4 % sur la totalité de leur activité. Ce taux est stable sur les 7 ans.

Rentabilité

En termes de rentabilité, l'analyse de ces 2 500 ETI du panel fait ressortir un montant moyen de résultat d'exploitation de 6,5 M€ soit un taux de résultat d'exploitation (REX) sur chiffre d'affaires de 3,8 %. Il se dégrade régulièrement depuis 2008 puisqu'il perd plus d'un point sur sept ans.

Au sein de ce panel, les entreprises « bénéficiaires » représentent environ 75 % du panel (1 810 en 2014 pour 1 955 en 2008) et présentent un taux de REX sur chiffre d'affaires de 6,2 % en diminution de près de 0,5 point par rapport à 2008.

Cette photographie montre une détérioration globale de la rentabilité des ETI principalement liée aux entreprises en difficulté puisque les entreprises bénéficiaires présentent une certaine résistance. Malgré tout, le taux de résultat d'exploitation sur chiffre d'affaires de ces entreprises bénéficiaires à 6,2 % demeure trop faible pour soutenir un niveau d'investissement suffisant pour assurer l'innovation nécessaire dans le cadre de la compétition internationale.

Malgré le CICE, les résultats nets se sont dégradés de 6,5 % en 2014 par rapport à 2013 pour l'ensemble des entreprises (-3,8 % pour les entreprises « bénéficiaires »). Cette seule mesure n'a pas suffi à enrayer la dégradation continue des résultats dans le contexte tendu que traversent les entreprises françaises.

Endettement net

Les niveaux de trésorerie se sont en moyenne améliorés pour l'ensemble des entreprises, passant de 8 M€ en 2013 à 10,2 M€ en 2014, soit une augmentation de 27,2 %.

L'endettement moyen s'est alourdi de 11,3 % passant de 33,7 M€ à 37,5 M€ entre 2013 et 2014.

En conséquence, l'endettement net, tel qu'il résulte de la lecture des comptes, augmente de 1,6 M€ pour passer de 25,7 à 27,3 M€ entre 2013 et 2014.

Capitaux propres

Le niveau des capitaux propres s'est amélioré de 4 % passant de 60,2 M€ à 62,6 M€ en moyenne. A mettre en parallèle avec le taux d'endettement qui s'est alourdi passant de 56 % en 2013 à 60 % en 2014.

1. Analyse

1^{er} thème : Activité

Chiffre d'affaires net hors taxes

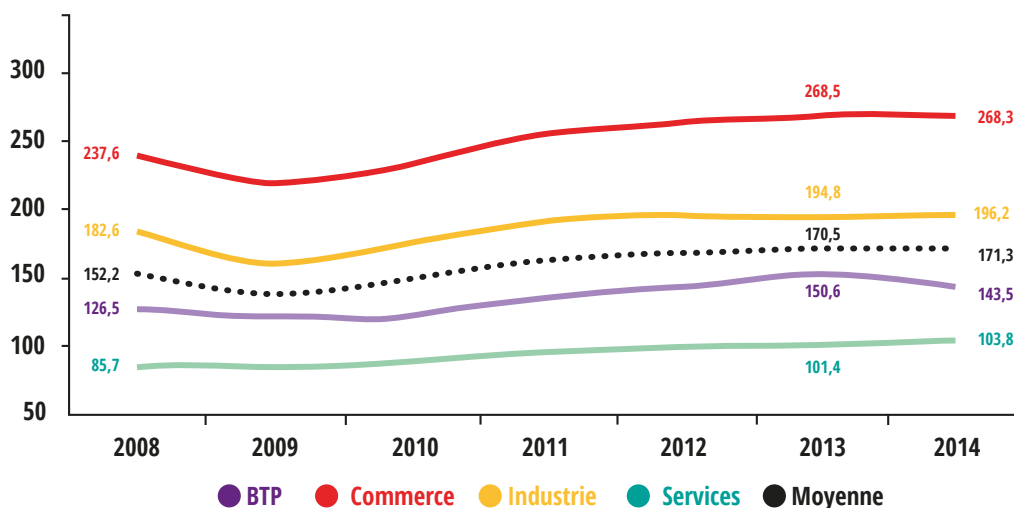
Les 2 500 ETI de notre échantillon totalisent un chiffre d'affaires de 413 milliards d'euros soit une moyenne de 171,3 millions d'euros par entité pour l'année 2014.

Chiffres d'affaires	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne en M€	152,2	139,8	149,7	162,5	168,2	170,5	171,3	+12,5 %
Variation moyenne N / N-1	-	-8,1 %	+7,1 %	+8,6 %	+3,5 %	+1,4 %	+0,5 %	-

Il faut noter une quasi-stagnation de leur activité en 2013 et en 2014, très proche de l'inflation.

Globalement, le chiffre d'affaires a progressé de 12,5 % sur les sept années. Il faut cependant mettre cette augmentation en parallèle avec l'évolution de l'inflation qui ressort à 10,3 % sur cette même période.

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité



Nous constatons une quasi-stagnation pour l'ensemble des activités à l'exception du BTP qui a connu un net ralentissement en 2014 (-4,7 %).

Exportation

Exportation	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Taux d'exportation moyen	31,8 %	29,5 %	30,1 %	30,8 %	30,9 %	31,3 %	31,4 %	-0,04 pt
Nb de sociétés concernées	1 334	1 361	1 365	1 400	1 378	1 402	1 445	+8,3 %
% de sociétés	55,3 %	56,4 %	56,6 %	58,0 %	57,1 %	58,1 %	59,9 %	+4,6 pt

Sur les entreprises du panel, 1 445 déclarent un chiffre d'affaires à l'export soit près de 60 % des entités en nombre. Il faut noter que ce nombre d'entreprises exportatrices est en progression constante sur la période soit 8,3 % sur les sept ans.

2^{ème} thème : Profitabilité économique

Résultat d'exploitation (REX)

Résultat d'exploitation de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Montant du REX en moyenne en K€	7 677	5 723	7 088	7 448	6 941	6 755	6 525	-15,0 %
Variation moyenne N / N-1	-	-25,4 %	+23,89 %	+5,1 %	-6,8 %	-2,7 %	-3,4 %	-
Taux du REX moyen / CA	5,0 %	4,1 %	4,7 %	4,6 %	4,1 %	4,0 %	3,8 %	-1,2 pt

Le taux de résultat d'exploitation sur chiffre d'affaires est passé de 5 % en 2008 à 3,8 % en 2014. Il a perdu plus d' 1 point sur les 7 années. Le REX est en dégradation constante depuis 2011.

Pour les entreprises bénéficiaires

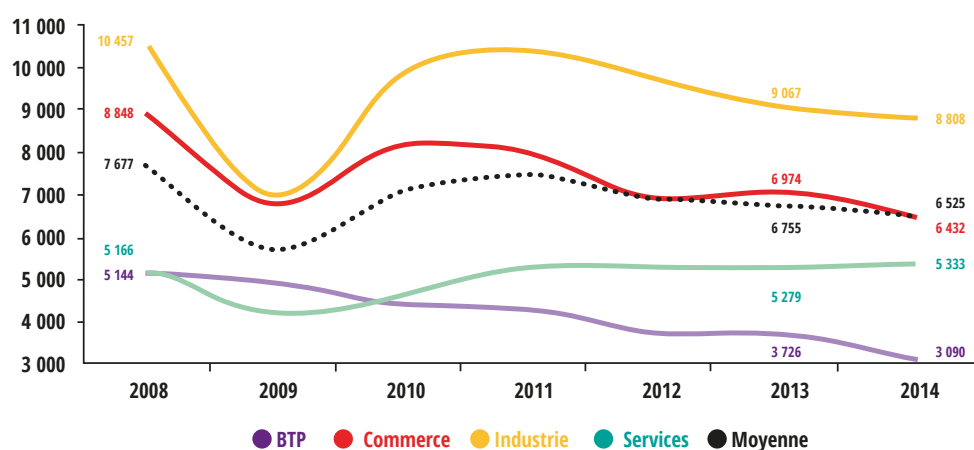
Pour les 1 810 entreprises dont le résultat d'exploitation est positif, le taux de REX sur le chiffre d'affaires s'établit à 6,2 % en 2014, quasiment stable sur les quatre dernières années.

Résultat d'exploitation des sociétés dont le REX est positif	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Montant du REX en moyenne en K€	10 590	10 034	10 549	10 788	10 910	11 030	11 077	+4,6 %
Variation moyenne N / N-1	-	-5,3 %	+5,1 %	+2,3 %	+1,1 %	+1,1 %	+0,4 %	-
Taux du REX moyen / CA	6,7 %	6,9 %	6,8 %	6,4 %	6,2 %	6,3 %	6,2 %	-0,5 pt
Nb de sociétés	1 955	1 800	1 909	1 907	1 831	1 824	1 810	-7,4 %
% des sociétés	81,1 %	74,6 %	79,2 %	79,1 %	75,9 %	75,6 %	75,0 %	-

Ce taux reste faible pour les ETI, notamment si on souhaite les inscrire dans le cadre de la compétitivité internationale ; elles ne disposent que de faibles marges de manœuvre pour conserver et a fortiori gagner des parts de marché et pour investir en R&D, ce qui leur permettrait de se positionner sur de nouveaux produits ou nouveaux marchés.

Résultat d'exploitation par secteurs d'activité

Excepté le secteur des services, les chutes des rentabilités sont marquées en 2014 pour l'ensemble des secteurs.



3^{ème} thème : Rentabilité nette

Résultat net

Résultat net de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Montant du résultat net en moyenne en K€	6 196	4 455	6 427	6 073	5 902	6 140	5 743	-7,3 %
Variation moyenne N / N-1	-	-28,1 %	+44,3 %	-5,5 %	-2,8 %	+4,0 %	-6,5 %	-
Taux du résultat net moyen / CA	4,1 %	3,2 %	4,3 %	3,7 %	3,5 %	3,6 %	3,4 %	-0,70 pt

Le résultat net moyen s'établit à 5,7 M€ accusant une baisse de 7,3 % sur la période de sept ans et notamment de 6,5 % entre 2014 et 2013.

Globalement le CICE mis en place en 2013 n'a pas réussi à enrayer la dégradation de la rentabilité.

Le taux de résultat net sur le chiffre d'affaires a perdu près d'1 point par rapport à 2008.

Résultat net des sociétés bénéficiaires	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne en K€	10 131	9 110	9 803	9 580	10 596	10 767	10 356	+2,2 %
Variation moyenne N / N-1	-	-10,1 %	+7,6 %	-2,3 %	+10,6 %	+1,6 %	-3,8 %	-
Nb de sociétés bénéficiaires	1 995	1 799	1 923	1 928	1 837	1 850	1 874	-4,1 %
% de sociétés bénéficiaires	81,1 %	74,6 %	79,7 %	79,9 %	76,2 %	76,7 %	77,7 %	-3,4 pt

Le nombre d'entreprises dont le résultat net est positif est globalement stable depuis 2012, de même que leur niveau moyen de résultat autour de 10,5 M€.

Il convient de rappeler que le résultat net intègre divers éléments très spécifiques à chaque entité, dont les provisions et les résultats exceptionnels, les éléments financiers, les crédits d'impôt..., qui ne reflètent pas les éléments économiques.

Capacité d'autofinancement

Capacité d'autofinancement avant répartition pour l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Capacité d'autofinancement moyenne en K€	10 654	8 538	9 986	10 107	10 492	10 936	10 395	-2,4 %
Variation moyenne N / N-1	-	-19,9 %	+17,0 %	+1,2 %	+3,8 %	+4,2 %	-5,0 %	-
Taux de CAF moyen / CA	7,0 %	6,1 %	6,7 %	6,2 %	6,2 %	6,4 %	6,1 %	-0,9 pt

La capacité d'autofinancement (CAF) mesure le cash généré par l'activité pour investir donc pour assurer la pérennité de l'entreprise, rembourser les dettes et rémunérer les actionnaires.

Très logiquement, l'évolution de la CAF suit celle du résultat net.

Le taux de capacité d'autofinancement sur chiffre d'affaires, de l'ordre de 6 % et sa diminution constante depuis 2010 apparaissent préoccupants.

4^{ème} thème : Structure financière

Couverture du besoin en fonds de roulement exprimé en jours de chiffre d'affaires

Couverture du BFR en jours de CA	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne	63	65	62	63	64	67	68	+7,9 %
Variation moyenne N / N-1	-	+3,2 %	-4,6 %	+1,6 %	+1,6 %	+4,7 %	+1,5 %	-

Le niveau du BFR exprimé en nombre de jours de chiffre d'affaires est resté stable autour de 2 mois de chiffre d'affaires jusqu'en 2011. Les effets bénéfiques de la loi LME (2008) s'estompent car le besoin en fonds de roulement atteint désormais 68 jours de chiffre d'affaires. **Celui des PME étudiées par ATH se situe à 62 jours.**

Ce BFR moyen ne tient pas compte des modalités de financement à court terme (affacturation, loi Dailly,...) qui ne sont appréhendables qu'à travers les engagements hors bilan.

Trésorerie nette

Trésorerie nette	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne en K€	7 508	7 794	8 328	8 429	8 353	8 043	10 234	+36,3 %
Variation moyenne N / N-1	-	+3,8 %	+6,9 %	+1,2 %	+0,9 %	-3,7 %	+27,2 %	-

Les entreprises font apparaître, en moyenne, un niveau de trésorerie nette en constante amélioration passant de 7,5 M€ à 10,2 M€, soit une augmentation de 36,3 % sur la période 2008 à 2014.

Endettement (dettes de caractère financier)

Dettes de caractère financier	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne en K€	29 125	28 446	31 384	33 033	31 996	33 711	37 537	+28,9 %
Variation moyenne N / N-1	-	-2,3 %	+10,3 %	+5,3 %	-3,1 %	+5,4 %	+11,4 %	-

Le niveau d'endettement s'est alourdi de 28,9 % sur la période de sept ans pour atteindre un niveau moyen de 37,6 M€ en 2014.

Capitaux propres

Capitaux propres	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne en K€	49 349	50 294	52 877	55 633	57 581	60 171	62 571	+26,8 %
Variation moyenne N / N-1	-	+1,9 %	+5,1 %	+5,2 %	+3,5 %	+4,5 %	+4,0 %	-

Les capitaux propres se sont améliorés constamment depuis 2008 en raison d'une intégration des résultats dans les réserves et éventuellement d'augmentations de capital.

Taux d'endettement (dettes de caractère financier/total des capitaux propres)

Taux d'endettement en	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evo. 2008/2014
Moyenne	59,0 %	56,6 %	59,4 %	59,4 %	55,6 %	56,0 %	60,0 %	+1,0 %
Variation moyenne N / N-1	-	-2,4 pts	+2,8 pts	0 pt	-3,8 pts	+0,4 pt	+4,0 pts	-

Ce ratio s'est dégradé lourdement atteignant près de 60 % en 2014.

METHODOLOGIE

Les entreprises françaises se répartissent en **4 catégories** qui sont, en termes d'effectifs, ainsi identifiées :

- ↳ **TPE** - Très petites entreprises - moins de 10 salariés
- ↳ **PME** - Petites et moyennes entreprises - de 10 à 250 salariés
- ↳ **ETI** - Entreprises de taille intermédiaire - de 250 à 5000 salariés
- ↳ **GE** - Grandes entreprises - plus de 5000 salariés.

Définition des ETI

Au sens français, il s'agit des entreprises de taille intermédiaire dont l'effectif est compris entre 250 et 4 999 personnes avec un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 1,5 milliards d'euros ou un bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros.

Toutefois, une entreprise qui a moins de 250 salariés, mais plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires et plus de 43 millions d'euros de total de bilan est aussi considérée comme une ETI.

Source des données

L'étude s'appuie sur plusieurs sources de données :

- ↳ Des publications et rapports récents sur les ETI ;
- ↳ L'analyse de données financières à partir de l'élaboration d'une base complète (source : Diane 2008 à 2014, bureau Van Dijk).

Le panel de l'étude est constitué de 2 535 ETI sur les années 2008 à 2014.

Ont été exclues de l'analyse :

- ↳ Les sociétés dont le code NAF correspond aux activités de services financiers et d'assurance, aux activités de sièges sociaux
- ↳ Les sociétés dont les formes juridiques correspondent aux associations, EARL, GIE, sociétés civiles et sociétés de droit étranger

Après le retraitement de ces différentes données, le panel de l'étude se compose de 2 412 sociétés. Plusieurs ratios financiers ont été déterminés afin de pouvoir observer les tendances économiques et financières de ces différentes sociétés.

Structure de l'échantillon

Les ETI de notre panel se répartissent régionalement de la façon suivante :

Régions	Nombre de sociétés
Alsace	9
Aquitaine	95
Auvergne	31
Basse-Normandie	31
Bourgogne	60
Bretagne	66
Centre	72
Champagne-Ardenne	49
Corse	2
Franche-Comté	19
Guadeloupe	-
Guyane	-

Régions	Nombre de sociétés
Haute-Normandie	54
Île-de-France	1 063
La Réunion	-
Languedoc-Roussillon	37
Limousin	13
Lorraine	44
Martinique	-
Midi-Pyrénées	99
Nord-Pas-de-Calais	97
Pays de la Loire	105
Picardie	49
Poitou-Charentes	34
Provence-Alpes-Côte d'Azur	132
Rhône-Alpes	251
Total général	2 412

Les formes juridiques des sociétés de notre panel :

Forme juridique	Nombre de sociétés
Société à responsabilité limitée (SARL)	65
Société à responsabilité limitée à associé unique	23
Société anonyme (SA)	485
Société anonyme à directoire	77
Société coopérative	39
Société en commandite par actions (SCA)	2
Société en commandite simple (SCS)	7
Société en nom collectif (SNC)	69
Société par actions simplifiée (SAS)	1 076
Société par actions simplifiée à associé unique (SASU)	569
Total général	2 412

La répartition par secteur d'activités des sociétés de notre panel est la suivante :

Secteurs d'activités	Nombre de sociétés
BTP - Construction et travaux de construction	208
BTP	208
Commerce - Commerce de détail	122
Commerce - Commerce de gros	338
Commerce - Commerce et réparation automobile	25
Commerce	485
Industrie - Agriculture, Sylviculture, Pêche	6
Industrie - Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	14
Industrie - Industrie Manufacturière	738
Industrie - Industries extractives, Agricoles, Alimentaires	10
Industrie - Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	40
Industrie	808
Services - Autres services	10
Services - Services administratifs et d'assistance	174
Services - Services artistiques et du spectacle et services récréatifs	13
Services - Services de l'éducation	2
Services - Services de santé et d'action sociale	97
Services - Services de transport et d'entreposage	193
Services - Services d'hébergement et de restauration	64
Services - Services d'information et de communication	152
Services - Services immobiliers	16
Services - Services professionnels, scientifiques et techniques	190
Services	911
Total général	2 412